

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Sommet États-Unis-Afrique : Ali Bongo y participe

COMME ses homologues chefs d'État et de gouvernement du continent, le président de la République prend part à partir d'aujourd'hui dans la capitale fédérale américaine, aux travaux des assises du Sommet États-Unis-Afrique, à l'invitation de Joe Biden, le président américain. Sont donc prévues des discussions sur l'état de la coopération entre Washington et les pays africains dont le Gabon.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

ALI Bongo Ondimba est à Washington où il prend part au Sommet États-Unis-Afrique qui se tient dans la capitale fédérale américaine. Le président Joe

Biden et ses homologues africains devront jeter les bases nouvelles d'une coopération plurielle et multidimensionnelle entre le pays de l'Oncle Sam et le continent africain. Ainsi, le président Biden se réjouit déjà d'accueillir ces assises qui se tiennent du 13 au 15 dé-



Le président Ali Bongo Ondimba salué à sa descente d'avion par le ministre délégué Herman Immongault et l'ambassadeur du Gabon aux Etats-Unis Noël Nelson Messone.

Le remplacement de l'Afrique

Photo: Prince Jackson Mouassa / L'Union



La salle des conférences de l'Union africaine dans la capitale éthiopienne.

J.O.
Libreville/Gabon

C'est un secret de polichinelle. Sous l'administration Donald Trump, les rapports entre l'Afrique et la première puissance mondiale étaient au creux de la vague. L'ancien président républicain prônant l'unilatéralisme: "l'Amérique d'abord". Il ne faisait aucun mystère de son désintérêt pour le continent africain. Durant ses quatre ans à la tête des Etats-Unis, le successeur de Barack Obama n'a donc pas contribué au renforcement des relations entre l'Afrique et son pays. Avec l'arrivée des Démocrates à la Maison Blanche, la donne a totalement changé. La coopération entre Washington et l'Afrique a repris ses droits. En ce sens, plusieurs questions chaudes devront être au cœur de ces retrouvailles. La guerre entre la Russie et l'Ukraine rebat

la carte géostratégique mondiale. Et l'abstention d'un grand nombre de pays africains, en mars dernier, lors du vote à l'Assemblée générale des Nations unies pour des sanctions contre la Russie, a replacé le continent au cœur de la diplomatie internationale. Selon le conseiller de la Maison Blanche, Judd Devermont, les USA soutiendront officiellement l'admission de l'Union africaine (UA) au sein du G-20. Il en sera aussi de l'idée d'un siège pour l'Afrique au Conseil de sécurité de l'Onu. "Il est grand temps que l'Afrique dispose de sièges permanents à la table des organisations et initiatives internationales. Nous avons besoin de plus de voix africaines dans les conversations internationales qui concernent l'économie mondiale, la démocratie et la gouvernance, le changement climatique, la santé et la sécurité", a-t-il souligné.

cembre 2022. A cette occasion, il reviendra au chef de l'Exécutif américain de mettre au goût du jour la valeur que les autorités de Washington accordent à leur coopération avec l'Afrique. Notamment les nouveaux défis et les urgences à l'échelle mondiale, ainsi que l'engagement de l'administration Biden à revitaliser les alliances et les partenariats mondiaux. Selon la Maison Blanche, cette rencontre au sommet renforcera les partenariats avec l'Afrique. Des partenariats fondés sur "les principes du respect mutuel, ainsi que sur des intérêts et des valeurs partagés". Non sans souligner que "nous comptons impliquer un large éventail de parties prenantes africaines et américaines pour illustrer l'ampleur et la profon-

deur des partenariats américains avec les gouvernements, les entreprises, la société civile et les citoyens africains, des partenariats fondés sur le dialogue qui exploitent l'ingéniosité et la créativité de nos peuples." Le numéro un gabonais, à l'instar de ses pairs du continent, devra saisir cette opportunité pour militer en faveur d'un renforcement plus accru des relations entre les États-Unis et le Gabon. Notamment l'axe de coopération déjà excellent entre Libreville et Washington surtout pour l'intérêt des deux pays autour des questions de préservation de la biodiversité à travers la planète. Cela s'est d'ailleurs manifesté positivement lors de la COP27 à Glasgow en Écosse où les deux dirigeants avaient marqué leur

accord commun pour la défense de l'environnement dans le monde. À noter que ladite rencontre devra mettre en avant d'autres sujets. Ce d'autant plus que le président Biden est, entre autres, convaincu que la collaboration des États-Unis avec les dirigeants africains ainsi qu'avec la société civile, les entreprises, la diaspora et les jeunes leaders est essentielle pour relever les défis communs et saisir les opportunités. Qu'il s'agisse d'augmenter la production alimentaire durable, de lutter contre la pandémie de Covid-19, de construire une économie mondiale forte et inclusive, de fournir une aide humanitaire vitale ou de renforcer les normes, les institutions et l'État de droit au niveau mondial.

Photo: DR

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Gabon-Arabie saoudite : Moussa Adamo hôte de son homologue Fayçal Bin Farham

LE ministre des Affaires étrangères a récemment séjourné à Riyad, dépêché par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba.



Photo : DR

L'entretien entre le ministre Michael Moussa Adamo et son homologue saoudien a été jugé «très chaleureux et fraternel».

O. N.
Libreville/Gabon

Sur instructions du président de la République, Ali Bongo Ondimba, le ministre des Affaires étrangères, Michael Moussa Adamo, s'est rendu récemment à Riyad, en Arabie saoudite. Il a été reçu par son homologue saoudien, Fayçal Bin Farham.

L'entretien jugé "très chaleureux et fraternel" entre les deux hommes a essentiellement tourné autour du renforcement de la coopération bilatérale entre

le Gabon et l'Arabie saoudite. Le tout avec un fort accent mis sur les échanges diplomatiques constants, politiques, économiques et commerciaux.

Au cours de cette rencontre, le chef de la diplomatie gabonaise et son homologue saoudien ont salué la profondeur des relations entre leurs deux pays. Tout comme ils ont exprimé leur volonté d'élever le niveau des échanges et assurer pour ce faire un fort déploiement des investissements saoudiens au Gabon. Notamment dans les secteurs du bois, des mines,

des infrastructures, de l'industrie, etc.

Au titre des projets entre les deux États, une Commission mixte de coopération devrait se réunir au courant de l'année 2023, à l'initiative du Gabon.

Soulignons par ailleurs que le ministre Michael Moussa Adamo a transmis les salutations du président Ali Bongo Ondimba au roi Salman Ben Abdelaziz Al Saoud, ainsi qu'au prince héritier Mohamed Ben Salman, par ailleurs Premier ministre et président du Conseil des ministres.

Quand Ayo Mavioga recadre Mboumba Nziengui

O. N.
Libreville/Gabon

JOINT par notre consœur Radio France internationale (RFI), à l'occasion de la rentrée politique, samedi dernier, de son parti l'Union du peuple gabonais (UPG), Mathieu Mboumba Nziengui n'a pas fait montre de correction et de reconnaissance à l'endroit d'un régime qu'il a servi en tant que ministre d'Etat en charge de l'Agriculture. "Si les gens avaient été ou sont élus légalement, dans la transparence, il n'est pas dit que nous devions les refuser pour qu'ils soient au pouvoir. Mais nous nous rendons compte que ceux qui nous dirigent aujourd'hui sont le résultat des élections truquées", a-t-il confié à RFI. Non sans accuser les autorités en place d'être "allergiques au changement".

Même s'il a par ailleurs demandé à la majorité et l'opposition de se mettre d'accord "pour que les élections qui arrivent, on mette

en place des instruments démocratiques". Appelant du reste à une rencontre entre les deux camps politiques "pour qu'il n'y ait plus de fraude électorale dans ce pays".

Il n'en fallait pas plus pour susciter la réplique de l'une des porte-parole de la galaxie présidentielle, Anna Claudine Ayo Mavioga. "Il me souviendra que M. Mboumba Nziengui a été ancien ministre du président Ali Bongo Ondimba. Souffrirait-il d'amnésie ? De quelle fraude parle-t-il ? S'il n'était pas sorti du gouvernement, pousserait-il des cris d'orfraie ? Non. Nous pensons que M. Mboumba Nziengui, qui n'a jamais gagné une simple élection locale, n'est pas bien placé pour accuser la majorité de quelque trucage que ce soit", a-t-elle répliqué.

Et d'ajouter : "(...) Au Gabon, les institutions qui organisent les élections fonctionnent, à l'image du Centre gabonais des élections (CGE) dont le bureau paritaire sera bientôt renouvelé."



Photo : DR

Mathieu Mboumba Nziengui, le président de l'UPG «recadré» par Anna Claudine Ayo Mavioga, porte-parole de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence.

Miroir du gouvernement

Meilleure gouvernance hospitalière

LES patients hospitalisés privés de repas aux Centres hospitaliers universitaires d'Owendo et de Libreville. Cette situation à peine imaginable, de nombreux malades l'endurent dans deux fleurons du système public de santé de notre pays depuis quelque temps.

Plus grave, ce calvaire serait dû à "l'irrégularité du versement de la subvention de l'État". Faute de moyens, les hôpitaux ne peuvent plus, par conséquent, servir régulièrement des repas aux malades. N'étant pas payés depuis plusieurs mois, les prestataires ont préféré suspendre leurs fournitures. Voilà qui jette une réalité crue sur le fonctionnement quotidien des structures sanitaires dans notre pays. En mettant au grand jour les errements

et autres manquements dans la gouvernance régulière des hôpitaux, le décalage entre la stratégie politique et les pratiques de santé.

C'est à croire qu'en dépit de plusieurs réformes, organisation des séminaires, ateliers et autres task forces sur la santé, la prise en charge des malades dans les structures sanitaires publiques continue inexorablement de se dégrader. D'autant plus que les récriminations des usagers et autres patients à l'égard des personnels soignants sont constantes, permanentes et régulières.

Dans tous les cas, le Dr Guy-Patrick Obiang Ndong, ministre de la Santé, si prompt à suspendre à "titre conservatoire les personnels", ne s'est pas du tout exprimé sur

la disette imposée aux malades à Libreville et Owendo. La responsabilité des pouvoirs publics dans cette situation est, sans doute, telle qu'il lui est apparu difficile de trouver, cette fois-ci, des boucs émissaires en tirant sur les médecins, infirmiers et autres responsables des Centres hospitaliers.

À lui de démontrer et réaffirmer l'engagement du gouvernement à protéger et garantir le bien-être des malades en leur assurant une offre de soins de qualité et une prise en charge cohérente et performante, conformes à tout point de vue aux standards internationaux.

J.KOMBILE MOUSSAVOU